

Résumé des recommandations

Recommandation 1 : Que le gouvernement détermine si la subvention accordée dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada profite davantage aux ménages à revenu plus élevé qu'aux ménages en situation d'insécurité alimentaire et veille à ce que tout changement apporté à ce programme fasse profiter les collectivités directement de cette subvention et tienne compte des besoins des ménages qui vivent l'insécurité alimentaire.

Recommandation 2 : Que le gouvernement fédéral cherche des moyens d'accroître le revenu des habitants du Nord en situation d'insécurité alimentaire, que ce soit en offrant un crédit d'impôt remboursable ou en travaillant avec les provinces et les territoires pour accroître les prestations d'aide sociale dans les collectivités du Nord.

Recommandation 3 : Que le gouvernement fédéral investisse davantage dans la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs et examine d'autres moyens d'encourager la production d'aliments dans le Nord.

Au sujet de Centres communautaires d'alimentation du Canada

Centres communautaires d'alimentation du Canada (CCAC) est un organisme caritatif national qui met sur pied, dans les quartiers à faible revenu, des centres et programmes communautaires d'alimentation dynamiques et où l'on utilise la nourriture pour cultiver la santé, l'esprit d'appartenance et la justice sociale.

CCAC soutient actuellement 15 centres communautaires d'alimentation à l'échelle du pays, dont trois dans des collectivités autochtones. L'organisme appuie également plus de 300 organismes communautaires axés sur la sécurité alimentaire en leur offrant des subventions, de la formation et des ressources et en tenant une conférence annuelle dans le cadre de son programme Organisation pour la bonne nourriture. Il dirige également un réseau d'apprentissage formé de 29 organisations dirigées par des Autochtones et desservant les membres des Premières Nations. Grâce à son réseau de centres communautaires d'alimentation et d'organisations pour la bonne nourriture, CCAC est actif dans plus de 200 collectivités partout au Canada.

Au sujet du Centre communautaire d'alimentation qajuqturvik

Situé à Iqaluit, au Nunavut, le Centre communautaire d'alimentation qajuqturvik s'efforce d'améliorer la santé, le sentiment d'appartenance et la souveraineté alimentaire en misant sur la tradition et l'appartenance à la communauté. L'organisation offre des programmes portant sur l'accès à la nourriture, la formation et l'acquisition de compétences, ainsi que la défense des droits. Étant sur place, elle a une bonne compréhension de la question de la sécurité alimentaire au Nunavut et des différents facteurs ayant une incidence sur le système alimentaire particulier de la région.

Insécurité alimentaire dans le Nord canadien

Même avant l'épidémie de COVID-19, l'insécurité alimentaire, définie comme un accès insuffisant ou incertain à la nourriture en raison de contraintes financières, touchait 12,7 % de la population canadienne, soit un Canadien sur huit¹. Depuis la pandémie, l'insécurité alimentaire a augmenté de 39 % et touche désormais un Canadien sur sept².

Le problème est bien pire dans les communautés du Nord : dans les territoires, le taux d'insécurité alimentaire avant la pandémie variait de 16,9 % au Yukon à 57 % au Nunavut³. Un pourcentage stupéfiant, soit 76 % des Inuits de 15 ans et plus vivant dans l'Inuit Nunangat, sont en situation d'insécurité alimentaire⁴.

Les taux élevés d'insécurité alimentaire dans les collectivités du Nord sont attribuables au fait que les revenus sont plus faibles et que le coût de la vie est plus élevé, y compris le prix des aliments. Un rapport de 2015 révélait que le coût d'un panier d'aliments nutritifs pour une famille de quatre personnes à Attawapiskat, une Première Nation éloignée du nord-est de l'Ontario, était de 1 909 \$, comparativement à seulement 847 \$ à Toronto, et que les résidents de la Première Nation voisine de Fort Albany devaient consacrer 56 % de leur revenu à l'alimentation pour avoir accès à un régime nutritif de base⁵.

Il est bien établi que l'insécurité alimentaire a des effets délétères sur la santé physique et mentale. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de souffrir d'un certain nombre de maladies chroniques, notamment le diabète, les maladies cardiaques et l'hypertension⁶. L'insécurité alimentaire entraîne également une augmentation des cas de dépression, d'anxiété, de troubles de l'humeur et d'idées suicidaires, et les enfants qui connaissent l'insécurité alimentaire sont plus susceptibles de connaître des problèmes de santé mentale à l'âge adulte⁷.

Un rapport publié récemment par les Centres communautaires d'alimentation du Canada révèle que les effets de l'insécurité alimentaire se font sentir dans tous les aspects de la vie des gens. Parmi les quelque 600 personnes vivant dans l'insécurité alimentaire que nous avons interrogées :

- 81 % ont déclaré que l'insécurité alimentaire a des répercussions sur leur santé physique;
- 79 % ont déclaré qu'elle a des répercussions sur leur santé mentale;
- 64 % ont déclaré qu'elle érode les relations avec la famille et les amis;
- 59 % ont dit qu'elle a un effet négatif sur leurs enfants;
- 58 % ont dit qu'elle les isole socialement;
- 57 % ont dit qu'il est plus difficile de trouver et de conserver un emploi;
- 53 % ont dit qu'il est plus difficile de progresser dans leur vie;
- 46 % ont dit que l'insécurité alimentaire limite leur capacité de célébrer leur culture⁸.

Nutrition Nord Canada

Le programme Nutrition Nord Canada (NNC) a pour but de « rendre plus abordables et accessibles des aliments nutritifs et certains articles essentiels⁹ ». Pourtant, le problème de l'insécurité alimentaire s'est aggravé dans les territoires depuis la mise en œuvre de ce programme, surtout au Nunavut, où les taux d'insécurité alimentaire sont passés de 36,4 % en 2011¹⁰ à 57,0 % en 2017-2018¹¹.

En tant que subvention pour la vente au détail, NNC compte sur les détaillants du Nord pour faire passer les économies aux consommateurs. Or, dans un rapport publié en 2014, le vérificateur général indiquait qu'il avait trouvé peu de preuve que cette subvention atteignait les consommateurs¹².

Un rapport récent examinant l'augmentation considérable des taux d'insécurité alimentaire au Nunavut depuis la mise en œuvre de NNC laissait entendre que l'accent mis sur les aliments périssables et nutritifs pourrait avoir aggravé l'accès aux aliments pour certains ménages en faisant augmenter le prix des aliments non périssables. De plus, selon les auteurs, bien que NNC ait augmenté le volume d'aliments subventionnés, il est possible que cela soit dû à une consommation accrue de la part des ménages à revenu élevé¹³.

Il importe de noter que la disparité des revenus est plus grande au Nunavut qu'ailleurs au Canada : en 2015, 51,6 % des Nunavummiuts avaient un revenu après impôt inférieur à 30 000 \$, tandis que 20,5 % avaient un revenu supérieur à 80 000 \$ (comparativement à 48,7 % et 8 %, respectivement, au Canada)¹⁴. Compte tenu de cette inégalité, une subvention universelle n'est probablement pas la mesure la plus efficace pour assurer la sécurité alimentaire.

Le gouvernement fédéral devrait donc chercher à déterminer si la subvention de NNC profite davantage aux ménages à revenu élevé qu'à ceux en situation d'insécurité alimentaire. Toute modification ultérieure du programme NNC doit faire en sorte de garantir que les communautés bénéficient directement de la subvention et tenir compte des besoins des ménages en situation d'insécurité alimentaire, comme l'a suggéré la Coalition pour la sécurité alimentaire du Nunavut¹⁵.

Combattre l'insécurité alimentaire dans le Nord canadien

Si NNC n'est pas le moyen approprié de remédier aux taux croissants d'insécurité alimentaire dans le Nord canadien, il convient de se demander quelle est la solution. Les données recueillies au Canada sont claires : l'augmentation des revenus réduit l'insécurité alimentaire. La Prestation canadienne pour enfants, par exemple, a permis de réduire de 30 % l'insécurité alimentaire grave chez les familles avec enfants¹⁶. Lorsque les gens atteignent l'âge de 65 ans et deviennent admissibles aux prestations pour aînés comme la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et le Régime de pensions du Canada, le risque d'insécurité alimentaire diminue de 50 %¹⁷. Le centre communautaire d'alimentation qajuqturvik a constaté une baisse considérable de la demande d'aide alimentaire immédiatement après la mise en œuvre de la Prestation canadienne d'urgence en avril 2020.

Cela ne veut pas dire que le gouvernement fédéral n'a aucun rôle à jouer dans le subventionnement du coût de la nourriture dans les communautés du Nord, mais plutôt que cette seule mesure ne suffira pas à résoudre le problème croissant de l'insécurité alimentaire dans le Nord. **Le gouvernement fédéral devrait donc chercher des moyens d'augmenter les revenus des habitants du Nord vivant dans l'insécurité alimentaire, que ce soit en offrant un crédit d'impôt remboursable ou en travaillant avec les provinces et les territoires pour augmenter les prestations d'aide sociale dans les communautés du Nord.**

Dans les trois territoires, la consommation d'aliments traditionnels est plus élevée chez les ménages à faible revenu que les ménages à revenu élevé¹⁸. Ce constat suggère que le fait de soutenir la production et la distribution d'aliments traditionnels aiderait davantage les personnes vivant dans l'insécurité alimentaire. Ajout positif au programme NNC, la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs a permis de soutenir les systèmes alimentaires du Nord et ainsi les personnes à faible revenu. Il s'agit toutefois d'un investissement relativement modeste : dans le cas du Nunavut, il s'agit de 76 \$ par personne par année¹⁹. **Le gouvernement fédéral devrait donc augmenter le montant de cette subvention et étudier d'autres moyens de soutenir la production alimentaire dans le Nord.**

Références

- ¹ Tarasuk V., et Mitchell, A. (2020). *Household food insecurity in Canada, 2017–18*. Toronto, étude visant à cerner des solutions pour réduire l'insécurité alimentaire (PROOF). Consulté sur le site <https://proof.utoronto.ca/>
- ² Statistique Canada. (mai 2020). *L'insécurité alimentaire pendant la pandémie COVID-19*. (<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00039-fra.htm>)
- ³ Tarasuk et Mitchell 2020.
- ⁴ Obed, Natan (10 décembre 2020). Mémoire présenté au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord portant sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord (PROOF). Consulté sur le site <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/43-2/INAN/reunion-12/temoignages>
- ⁵ Réseau pour une alimentation durable (2016). *Déboursier pour se nourrir : Un rapport sur le coût des aliments dans le Nord*. Consulté sur le site <https://foodsecurecanada.org/fr/rapport-prix-aliments-nord-ontario>
- ⁶ Étude visant à cerner des solutions pour réduire l'insécurité alimentaire (PROOF). (2016). *The impact of food insecurity on health*. Consulté sur le site <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/06/health-impact-factsheet.pdf>
- ⁷ Étude visant à cerner des solutions pour réduire l'insécurité alimentaire (PROOF). (2018). *Food insecurity and mental health*. Consulté sur le site <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2018/02/mental-health-fact-sheet.pdf>
- ⁸ McNicoll et Curtis (2020). *Au-delà de la faim : Les véritables répercussions de l'insécurité alimentaire au Canada*. Centres communautaires d'alimentation du Canada. Consulté sur le site <https://beyondhunger.ca/page/66634/action/1>
- ⁹ Gouvernement du Canada (2020). Nutrition Nord Canada. Consulté sur le site <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1415385762263/1415385790537>
- ¹⁰ Tarasuk, V., Mitchell, A., et Dachner, N. (2013). *Household food insecurity in Canada, 2011*. Toronto : Étude visant à cerner des solutions pour réduire l'insécurité alimentaire (PROOF). Consulté sur le site <https://proof.utoronto.ca/>
- ¹¹ Tarasuk et Mitchell 2020
- ¹² Bureau du vérificateur général du Canada. (2014). *Automne 2014 Rapport du vérificateur général du Canada*. Consulté sur le site https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201411_f_39950.html
- ¹³ Fafard St-Germain, A.-A., Galloway, T., et Tarasuk, V. (2019). « Food insecurity in Nunavut following the launch of Nutrition North Canada ». *Canadian Medical Association Journal*, vol. 191, n° 20, p. E552– E558.
- ¹⁴ Statistique Canada (2019). *Profil du recensement, Recensement de 2016, Nunavut [Territoire] et Canada [Pays]*. Consulté sur le site <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/Page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=62&Geo2=&Code2=&Data=Count&SearchText=Nunavut&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=62>
- ¹⁵ Coalition sur la sécurité alimentaire du Nunavut (2015). *Le programme Nutrition Nord Canada*. Consulté sur le site https://www.nunavutfoodsecurity.ca/sites/default/files/files/Resources/TheNutritionNorthCanadaProgram_March2015_FR.pdf
- ¹⁶ Brown, E.M., et Tarasuk, V. (2019). « Money speaks: reductions in severe food insecurity follow the Canada Child Benefit », *Preventive Medicine*, vol. 129, p. 1–8.
- ¹⁷ McIntyre, L., et coll. (2016). « Reduction of food insecurity among low-income Canadian seniors as a likely impact of a guaranteed annual income », *Canadian Public Policy*, vol. 42, n° 3, p. 274–286.
- ¹⁸ Morton, V., Manore, A., Ciampa, N., Glass-Kaastra, S., Hurst, M., Mullen, A., et Cutler, J. (2021). « Country food consumption in Yukon, Northwest Territories and Nunavut, Foodbook study 2014–2015 », *Canadian Communicable Disease Report*, vol. 47, n° 1, p. 30-36
- ¹⁹ Calcul fondé sur le financement accordé à Nunavut Tunngavik Incorporated, consulté sur le site <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1586274027728/1586274048849>, et la population du Nunavut, Consulté sur le site https://www.gov.nu.ca/sites/default/files/nunavut_and_canada_population_estimates_statsupdate_second_quarter_2020.pdf